

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
D'AUSSAC-VADALLE

**délibération :
2020_5_2**

L' an deux mille vingt , le vendredi 10 juillet à 18 h 30, le Conseil Communal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Salle du conseil, sous la présidence de Monsieur LIOT Gérard, Le Maire.

Nombre de conseillers en
exercice : 15

Date de convocation du : 02 Juillet 2020

Présents : 13

Présents : Monsieur LIOT Gérard, Madame COUSSAUD Béatrice, Monsieur CHAMBRE Damien, Monsieur BIRONNEAU CYRIL, Madame BIZE AURELIE, Madame DUPUY MARINE, Madame KERJEAN MADELEINE, Monsieur LAMACHE CHRISTOPHE, Monsieur LEDIRAISON GUILLAUME, Monsieur LEGRAND XAVIER, Monsieur LEHEMBRE PIERRE-YVES, Madame LIOT REGINE, Monsieur VIGIER VALERIAN

Votants : 15

**Objet : Désignation des
délégués du SMVOS**

Pouvoirs :

Madame AUPY JOCELYNE a donné pouvoir à Bize Aurélie
Madame ELMOZNINO PEGGY a donné pouvoir à Le Diraison Guillaume

Absent(s) :

Excusé(s) : Madame AUPY JOCELYNE, Madame ELMOZNINO PEGGY

Secrétaire de Séance : Madame MARINE DUPUY

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal, qu'il est nécessaire de désigner un délégué titulaire au SMVOS (Syndicat Mixte à Vocation Scolaire) et un délégué suppléant pour représenter la commune.

Mme Peggy ELMOZNINO se porte candidate pour être délégué titulaire et M. Guillaume Le Diraison se porte candidat pour être délégué suppléant au SMVOS.

Le Conseil après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Décide de nommer Mme Peggy ELMOZNINO comme délégué titulaire et M. Guillaume Le Diraison comme délégué suppléant au SMVOS pour représenter la commune.

- Autorise les délégués titulaires et suppléants à signer tous les documents nécessaires à cet effet;

Pour : 15 Contre : 0 Abstention : 0

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.
En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Emis le 10/07/2020, transmis en sous-préfecture et rendu exécutoire le

Fait et délibéré les mêmes
ans, mois et jours que ci-
dessus.
Au registre sur les
signatures pour copies
conformes,
Le Maire,
Gérard Liot